

Nous avons donc voulu démontrer, par le truchement du film, que la représentation francophone québécoise à Ottawa était utile, qu'elle accomplissait certaines choses, et que nous y avions notre place. Ce n'est pas tout. J'ai en plus déclaré formellement, dans le film—on pourra le constater en voyant ce film et en consultant le texte publié dans le *Toronto Star*,—que nous n'usurpions évidemment pas le pouvoir des autres ministres. Au fait, les honorables députés d'Ottawa-Carleton et d'Eglinton (MM. Turner et Sharp) étaient respectivement ministre des Finances et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et ils avaient autant de pouvoir au sein de leurs ministères que nous pouvions en avoir dans les nôtres.

Voilà quel était le but du film. Nous n'y attaquons en aucun moment le parti conservateur progressiste, ni les créditistes ou les néo-démocrates. Le but était d'essayer de convaincre les Canadiens français que quand nous luttons à Ottawa, nous pouvons avoir notre place et améliorer la situation.

Voici comment la chose a été interprétée par le *Toronto Star*: on y a vu une manœuvre du «French Power» à Ottawa. D'ailleurs, un petit article, qui n'est pas sans importance, qui vaut la peine d'être cité, ne serait-ce que parce que son auteur est un homme intelligent, soit l'honorable sénateur Eugene Forsey, disait, et je cite:

[Traduction]

Je vois que George Bain se plaint qu'au cours de la campagne électorale, le gouvernement a beaucoup vanté au Québec le pouvoir des Québécois à Ottawa, mais qu'il est demeuré presque muet dans les autres provinces. Pourquoi pas? Au Québec, la croyance générale était que les Québécois n'avaient que peu ou pas de pouvoir à Ottawa.

[Français]

Il a compris le problème, lui. Il a compris que c'est à la faveur de ce problème qu'on essaie de défaire le pays dans le Québec.

[Traduction]

M. Bell: Le sénateur Forsey est libéral.

L'hon. M. Marchand: Qu'il soit libéral ou non, cela importe peu. L'important est de connaître la vérité.

Des voix: Bravo!

[Français]

L'hon. M. Marchand: Monsieur l'Orateur, je ne continuerai pas la lecture de l'article, qui dit des choses très simples. Il dit, par exemple, que lorsque les ministres de l'ouest, qu'ils soient conservateurs progressistes ou néo-démocrates, vont dans l'ouest, ils ne disent certes pas, pendant une campagne électorale, qu'ils n'ont aucune influence. Ils disent, au contraire, qu'ils ont de l'influence, et qu'il est important qu'ils soient présents à Ottawa. Ils font la même chose que nous! Mais pourquoi, lorsqu'il s'agit de francophones, cela devient-il scandalisant?

C'est ce que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) voulait dire, justement, lorsqu'il déclarait que nous, de la province de Québec, nous sommes prêts tous les jours à nous défendre, et sommes même obligés de défendre également le reste du Canada, en disant aux francophones que les Anglais ne sont pas si mauvais. Or, nous pourrions rester silencieux, comme beaucoup d'autres l'ont fait à Ottawa. Ils ne jacassaient pas, eux, et non seulement ils n'ont pas dit un mot, mais «they did not fight back». Et si les Canadiens anglais ne sont pas prêts à défendre certaines positions fondamentales au pays, qu'ils n'aient pas compter sur nous, car nous ne les défendrons pas, pas même au Québec.

L'Adresse—M. Marchand (Langelier)

Monsieur le président, je dois ajouter que la critique est une chose que j'accepte, et que j'ai toujours acceptée, à titre de ministre de l'Expansion économique régionale. Pourquoi pas? Aucune disposition de la Constitution ne stipule que le ministre de l'Expansion économique régionale est un saint, qu'il ne peut se tromper, car il n'est pas infailible. Mais je ne saurais accepter qu'au cours d'une campagne électorale, dans l'atmosphère que nous connaissons, des gens sérieux essaient d'insinuer que le ministre de l'Expansion économique régionale se sert de son ministère ou de son argent à des fins électorales, dans la province de Québec, et accorde plus d'argent au Québec qu'aux autres provinces. Voilà qui est injustifiable et frise le racisme. Monsieur le président, une telle attitude est sans doute condamnable.

Outre cela, la chose est pour le moins bizarre, puisque dans bien des cas, il s'agit de gens à coup sûr impartiaux, et je suis convaincu que certains d'entre eux ne se rendent pas compte des conséquences que leurs propos peuvent avoir au Québec. Ce n'est pas qu'il soient méchants!

J'ai écouté, par exemple, l'honorable député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), que je considère comme un parfait honnête homme, et même comme un ami des francophones. Il n'a jamais rien dit de répréhensible, si ce n'est que le soir des élections, tout ce qu'il a trouvé à dire du remaniement du cabinet, c'est qu'on déplaçait «Marchand, Goyer et Pelletier». Pourquoi, alors que le remaniement touchait environ 15 ministres, en visait-on trois en particulier? La chose, reprise par la presse anglaise, s'interprétait ainsi: Les trois Canadiens français de service sans doute? Mais pourquoi? Et ajoutez à cela la déclaration de l'honorable Allan Blakeney, premier ministre de la Saskatchewan: Marchand utilise son ministère à l'avantage de sa province!

Or, les anglophones, déjà un peu chatouilleux sur la question du bilinguisme, veulent tirer parti du malaise, surtout en Ontario, et tirent leurs propres conclusions; cela est clair. Ils disent: Il est clair que ces gens tentent de s'emparer du pouvoir. Voilà comment les choses se passent. Je ne dis pas qu'il y a eu une conspiration pour essayer de créer un «back-lash» anti-canadien-français.

[Traduction]

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Le ministre m'attribue des déclarations que je ne me souviens certainement pas avoir faites. Il doit me confondre avec quelqu'un d'autre. Pendant que j'y suis, peut-être pourrais-je poser une question au ministre. Avant que son temps ne soit écoulé, nous dira-t-il comment il entend résoudre les problèmes du ministère des Transports?

Des voix: Bravo!

• (1230)

[Français]

L'hon. M. Marchand: Voilà la situation, monsieur le président. Envoyons le problème sous le tapis. Je ne l'envoierai pas, monsieur le président. C'est trop sérieux pour qu'on le fasse.

[Traduction]

M. Peters: Tous les membres du Cabinet ne peuvent être ministres des affaires sociales. Il y a sûrement d'autres domaines que les affaires sociales au conseil des ministres. Le problème est important, mais il ne faut pas exagérer.